

SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX DU BÉNIN (SONEB) S.A.

92, Avenue du Pape Jean Paul II

01 B.P. 216 Cotonou

République du Bénin

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2016

EMINENCE CONSEILS SARL

01 BP 3255 Cotonou

République du Bénin

EZIN & STRAUUS

03 BP 493 Cotonou

République du Bénin

SOMMAIRE

	Pages
Rapport général des Commissaires aux comptes	
1. Contrôle des états financiers de synthèse	3
2. Vérifications spécifiques	3
3. Annexes	6
Annexe 1 : Point des recommandations	8
Annexe 2 : Etats financiers 2016	7
	14

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SONEB
Rapport Général des
Commissaires aux comptes
31 décembre 2016

Monsieur l'Actionnaire Unique,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée par décret n° 2016-209 du 04 avril 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Nationale des Eaux du Bénin au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les états financiers ci joints, qui comprennent le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans l'état annexé, se caractérisent par les données suivantes :

• Total bilan	: 185 699 989 821 FCFA
• Chiffre d'affaires hors taxes	: 19 674 062 401 FCFA
• Résultat net	: 4 735 315 730 FCFA
• Effectif permanent début exercice	: 853
• Effectif permanent clôture exercice	: 835

Le présent rapport porte sur :

- le contrôle des états financiers de synthèse,
- les vérifications des obligations légales et réglementaires.

I- CONTRÔLE DES ÉTATS FINANCIERS DE SYNTHÈSE

1.1- Responsabilité de la Direction Générale

La Direction Générale est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Ainsi, les états financiers de l'exercice 2016 soumis à notre audit ont été établis par la Direction Générale de la SONEB.

1.2- Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'exercice professionnel reconnues par l'International Federation of Accountants (IFAC). Ces normes requièrent que nous

nous conformions aux règles déontologiques, et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment, de son évaluation des risques, que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation des risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité concernée. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1.3- Réserves

▪ Non formalisation des relations entre SBEE et SONEB

Comme indiqué dans le précédent rapport des Commissaires aux comptes, les modalités de facturation réciproque des quotas d'électricité et d'eau par la SBEE et la SONEB n'ont toujours pas été définies.

En effet, les quotas de consommation d'électricité des agents de la SONEB pour la période juillet 2010 à décembre 2016 comptabilisés pour un montant total de FCFA 983, 84 millions constituent des provisions et ont fait l'objet d'une estimation. Nous ne pouvons nous prononcer sur la réalité et la correcte évaluation de ces charges.

Par ailleurs, nous n'avons pu avoir aucune information sur la facturation à la SONEB des quotas relatifs à la consommation d'électricité des agents de la SONEB pour la période juillet 2005 (date de scission) à décembre 2006. Nous n'avons donc pas été en mesure d'évaluer le montant de la charge à payer.

Enfin, les quotas de consommation d'eau des agents de la SBEE depuis la scission et couvrant la période juillet 2005 à décembre 2012 n'ont fait l'objet, ni de facturation à la SBEE, ni de comptabilisation dans les livres de la SONEB.

1.4- Opinion sur les comptes annuels

A notre avis, sous réserve des points décrits ci-dessus, les comptes annuels sont, au regard des dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

▪ **Système informatique**

Le système d'information en usage à la SONEB « G d'Or » est une application centralisée qui s'appuie sur une base de données unique pour toutes les agences permettant un partage des référentiels et formats de transaction (base de données de produits, fichiers clients et fournisseurs,...). Il présente toutefois certaines insuffisances :

- ✓ l'inexistence d'un schéma directeur du système d'information ;
- ✓ l'absence d'un audit récent du système ;
- ✓ le système répond plus aux préoccupations commerciales que financières et comptables ;
- ✓ l'inexistence de lettrage à partir du système des écritures comptables et surtout bancaires en vue du rapprochement bancaire ;
- ✓ l'intégrité et la fiabilité des données commerciales, financières et comptables ne semblent pas être assurées de manière suffisante ;
- ✓ l'intégration et l'automatisation partielles des outils comptables et financiers, n'optimise et n'améliore pas les traitements et donc ne garantit pas une plus grande fiabilité des processus comptables.

▪ **Non responsabilisation des caissiers en cas de non reversement des encaissements**

L'impossibilité pour les caissiers d'imprimer le rapport de clôture journaliers et d'encaissement, d'y apposer leur signature peut être source d'incertitude car le rapprochement des rapports journaliers de ventes et des versements effectués à la banque n'est pas documenté.

▪ **Retard dans le positionnement des versements des encaissements à la banque**

Le contrôle interne a permis d'observer que certaines remises peuvent être positionnées plus de quarante-huit heures après la collecte, et les relances des banques pour ce faire peuvent prendre une semaine.

▪ **Absence de mise à jour de la base des données relatives aux clients**

Le changement de dénomination ou de raison sociale de certains clients consécutif à la cession de fonds de commerce ou d'évènements juridiques divers n'a entraîné aucune modification au niveau de la comptabilité de la SONEB (Exemple INC pour IGN ; OBEMAP pour SOBEMAP ; SONACOTRAP et OBSS pour CNSS) :

OBEMAP	
OBSS PKOU	359 083
OBSS GBEGAMEY	65 387
OCBN VEDOKO	3 778 072
OCBN GBEGAMEY	734 746
OCBN PKOU	45 360 115
ONATHO	10 000 319
OPT COTONOU	24 262 125
OPT COTONOU VDOKO	20 150 893
OPT COTONOU GBEGAMEY	3 721 190
SEMAC	72 743 678
SNTN	6 557 785
SONICOG	1 349 476
	7 464 908
TOTAL	196 547 777

Par ailleurs, des comptes clients ont été maintenus dans le portefeuille des créances alors que ces clients n'ont plus d'existence légale puisque liquidées (exemple BCB ; OCBN ; ONATHO ; SONICOG ; SONAR etc...) :

Clients	Montant
BCB	1 255 207
OBEMAP	359 083
OBSS PARAKOU	65 387
OBSS GBEGAMEY	3 778 072
OCBN VEDOKO	734 746
OCBN GBEGAMEY	45 360 115
OCBN PARAKOU	10 000 319
ONATHO	24 262 125
OPT COTONOU	20 150 893
OPT COTONOU VEDOKO	3 721 190
OPT COTONOU GBEGAMEY	72 743 678
Total	182 430 815

II- VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

En application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, nous avons procédé aux vérifications spécifiques. Nos principales observations se résument ainsi qu'il suit :

2.1- Non renouvellement du mandat des administrateurs

La mission observe que les mandats des administrateurs sont arrivés à expiration et auraient dû être renouvelés au cours de la réunion ordinaire de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 03 mai 2016 qui a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015. Cette situation constitue une infraction aux dispositions des articles 15 des statuts de la société.

2.2- Conventions réglementées et conventions interdites

Nous n'avons été informés de l'existence d'aucune convention d'emprunt, de caution ou d'aval ou d'engagement envers des tiers au titre de l'exercice 2016.

2.3- Rapport de gestion et bilan social

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans les documents de gestion de la société et dans les documents adressés à l'**Actionnaire Unique** sur la situation financière et les états financiers de synthèse.

Cotonou, le 25 avril 2017

Les Commissaires aux comptes

EMINENCE CONSEILS SARL


EMINENCE CONSEILS SARL
OECCA N° 051-SE
IFU N° 3201101648710
01 BP 3255 COTONOU (BENIN)
Tél. : +229 21 15 41 95
Serge Armand CODO
Expert - Comptable Diplômé
eminenceconseils@yahoo.fr
OECCA n° 078-EC

EZIN & STRAUUS


EZIN & STRAUUS
Commissaire aux Comptes
Expert Comptable
Eugène EZIN
Expert - Comptable Diplômé
OECCA n° 044-EC